

**Introduction**

Au cours des dernières années, le Niger a été témoin de nombreuses crises sécuritaires et climatiques aggravant les défis sanitaires et alimentaires auquel doit faire face la population.

Afin de répondre de manière rapide et coordonnée à cette crise humanitaire d'envergure, les acteurs humanitaires font face à un besoin croissant et constant d'information. C'est pour répondre à ces besoins que REACH a réalisé cette cartographie des infrastructures sociocommunautaires dans les sites

de déplacés. L'objectif de l'étude est de couvrir les localités répertoriées afin de présenter un aperçu des infrastructures sociocommunautaires présentes sur les sites que celles en dehors des sites utilisés couramment par les personnes déplacées internes.

REACH a mené des collectes des données dans les zones d'intervention de la structure de coordination de réponses d'urgence (RRM).

**Critères de sélection des sites de déplacés**

1. Indicateurs multisectoriels RRM critiques\*
2. Interventions des acteurs RRM ou autres acteurs humanitaires au cours des six derniers mois
3. Fortes populations de populations déplacés

**Tableau récapitulatif des infrastructures cartographiées**

DIFFA

TAHOUA

TILLABERI

Sites	Éducation	Marché	Santé	Latrines	Eau
<b>Ari Guiguidri</b>	-	1 marché mixte	1 case de santé, 1 Centre de santé Intégré (CSI)	-	26 forages
<b>Kablewa</b>	1 école medersa	-	1 clinique mobile	2 latrines blocs, 1 latrine individuelle	1 forage, 2 puits cimentés,
<b>Kindjandi</b>	1 collège / 5 écoles primaires	1 marché mixte	1 CSI	22 latrines blocs, 2 latrines individuelles	10 bornes fontaines, 2 châteaux d'eau, 7 fontaines, 1 forage
<b>Kouble Igre</b>	2 espace "Amis des Enfants" <sup>1</sup> , 2 écoles primaires	1 marché mixte	1 CSI	3 latrines blocs	6 forages, 2 puits cimentés
<b>Ngortogol</b>	1 école primaire	-	-	1 latrine bloc, 1 latrine individuelle	2 bornes fontaines, 1 château d'eau, 2 fontaines, 1 forage, 1 puit
<b>Bangui</b>	1 centre d'étude supérieur (CES), 1 école primaire	1 marché mixte	1 CSI, 1 pharmacie	-	3 fontaines publiques
<b>Kankerawa</b>	1 école primaire	-	-	4 latrines blocs	2 puits cimentés
<b>Tagalat</b>	1 école primaire	1 marché mixte	1 CSI	-	2 fontaines publiques
<b>Tarissadat</b>	1 école medersa, 1 école primaire	1 marché mixte	1 CSI	4 latrines bloc, 1 latrine individuelle	4 bornes fontaines, 1 château d'eau
<b>Tillia Est</b>	1 école medersa, 1 école primaire	1 marché mixte	1 CSI	-	1 borne fontaine, 1 puit cimenté
<b>Abala</b>	2 écoles primaires	1 marché à bétail, 1 marché transfrontalier	1 CSI et 1 hôpital	86 latrines blocs, 1 latrine individuelle	2 bornes fontaines
<b>Gotheye</b>	1 CES	1 marché à bétail, 1 marché agricole	1 CSI, 1 pharmacie, 1 hôpital	-	1 borne fontaine
<b>Hamataye</b>	1 école primaire, 1 collège	1 marché à bétail, 1 marché mixte	1 CSI, 1 clinique mobile	8 latrines blocs, 1 latrine individuelle	3 forages, 2 puits cimentés
<b>Ouallam</b>	1 école primaire, 1 collège, 1 école professionnelle	1 marché à bétail, 1 marché mixte	1 CSI, 1 pharmacie, 1 clinique mobile, 1 hôpital	62 latrines blocs, 32 latrine individuelle	6 bornes fontaines, 3 châteaux d'eau, 2 fontaines publiques
<b>Todonbon</b>	5 école primaire, 2 collège, 2 école medersa, 1 lycée, 1 CES	1 marché à bétail, 1 marché mixte, 1 marché agricole, 1 marché tranfrontalier	1 CSI, 1 case de santé, 6 pharmacie	11 latrines blocs, 46 latrine individuelle	2 bornes fontaines, 2 châteaux d'eau, 4 fontaines publiques, 7 forages

\* Liste des indicateurs: NFI / ABRIS - Score NFI / % des ménages qui habitent dans un abri en mauvais état ne répondant pas aux standards locaux ; SECAL - % des ménages par catégories de consommation alimentaire - pauvre (<28,5) / Score moyen de consommation alimentaire / Diversité alimentaire ; WASH - % Source d'eau améliorée / % Source d'eau moins de 500 m ou 15 min / % lavage des mains avec du savon/cendre / % accès aux latrines.

<sup>1</sup> Les espaces amis des enfants constituent une approche programmatique des droits de l'enfant centrée sur le bien-être de l'enfant dans une situation d'urgence. Ces espaces scolaires offrent aux enfants des activités surveillés et des espaces sécurisés.

## Eau, Hygiène et Assainissement (EHA)

### Points d'eau

Au total, 119 points d'eau ont été cartographiés dont 7 différents types de points d'eau à savoir les bornes-fontaines, les puits cimentés, les forages à motricité humaine et dispositif solaire, les fontaines publiques et les châteaux d'eau. D'après les gestionnaires des points d'eau évalués, 29% des points d'eau utilisés par les habitants du site sont gratuits contre 71% qui sont payants. Les usagers de 39 infrastructures d'eau, uniquement à Diffa, payent un montant forfaitaire chaque mois pour entretenir les infrastructures tandis que les usagers de certaines infrastructures, principalement à Diffa et Tillabéri, payent pour remplir leurs contenants. De plus, les usagers de 5 infrastructures, 4 à Tahoua et 1 à Diffa doivent payer pour remplir les bidons, 4 et entretenir les points d'eau.

Sur 85 infrastructures d'eau payantes, la majorité d'entre elles sont situées à Diffa (58) et 48 sur 85 sont des infrastructures d'eau ayant bénéficié d'assistance humanitaire (rénovation ou construction). Or le prix des infrastructures d'eau a été mentionné par de nombreux gestionnaires, comme une barrière pour l'accès aux points d'eau. En effet, le prix médian de remplissage d'un bidon de 25L est de 25 FCFA sur les 5 sites évalués de Diffa, pour 25 FCFA à Tahoua et 10 FCFA à Tillabéri. Outre le prix, le temps d'attente (dû au nombre important des personnes au niveau de ces points d'eau), la distance et le manque des récipients pour le stockage constituent les problèmes majeurs que rencontrent les usagers. Sur les sites cartographiés et leurs alentours, 26% des points d'eau sont considéré comme difficile d'accès, dont 30% à Diffa, 29% à Tahoua et 18% à Tillabéri.

En plus de ces barrières, 19% des infrastructures enquêtées sur l'ensemble des sites sont dysfonctionnelles, dont 25% à Diffa. Toutes ces contraintes poussent la population à parcourir de longues distances pour s'approvisionner. Ces contraintes touchent plus particulièrement certaines populations vulnérables, dont les personnes âgées, et les personnes en situation de handicap. 36% des infrastructures d'eau sont en effet difficile d'accès pour les populations vulnérables, dont 49% des infrastructures d'eau cartographiée sur les sites de déplacés à Diffa.

Si l'ensemble des sites évalués font face à des problèmes d'accès, les points d'eau évalués à Diffa semblent ainsi présenter davantage de barrières concernant l'accès à l'eau pour les populations résident sur les sites de déplacés enquêtés.<sup>2</sup>

### Hygiène et assainissement

Dans l'enceinte des 15 sites évalués, on dénombre plus de 206 latrines à bloc (48 non fonctionnelles) et 86 latrines individuelles (19 non fonctionnelles). Concernant l'accessibilité des infrastructures, il existe des différences marquées entre les régions avec 6% des infrastructures d'hygiènes difficiles d'accès sur les sites évalués de Tillabéri, 22% à Tahoua et 17% à Diffa. Les principales barrières mentionnées sont la distance, le déplacement vers les latrines perçues comme dangereux, ainsi que le nombre d'utilisateurs important par latrine. En effet, la moyenne des fréquentations en termes de ménage est de 17 ménages par bloc à latrine. Toutefois, le nombre moyen des ménages par latrine bloc varie selon les régions, avec un

nombre moyen de 9 ménages à Tillabéri, mais 55 à Diffa et 47 à Tahoua. Selon les gestionnaires de site, le nombre important d'utilisateurs par latrine peut être une barrière importante sur les sites de déplacés à Diffa et Tillabéri, en particulier pour les personnes âgées, les personnes en situation de handicap et les femmes. Selon les études transversales de protection dans le secteur EHA menées par REACH en 2018, de nombreuses femmes et jeunes filles enquêtées sur les sites de déplacés à Diffa, ont mentionné parcourir des distances plus grandes afin de chercher plus d'intimité vu le nombre important d'usagers par latrines. Face au nombre important d'usagers par latrines, les femmes et jeunes filles s'exposent ainsi à des risques de protection accrue.<sup>3</sup>

Pour pallier aux manques d'infrastructure, les gestionnaires enquêtées mentionnent avoir constaté des interventions humanitaires importantes au niveau des latrines des sites de déplacés évalués au cours des derniers mois. En effet, sur 292 latrines cartographiées, 202 ont bénéficié d'assistance dont 171 à Tillabéri. Ces interventions diffèrent en fonction des régions. Dans la région de Diffa, 16 interventions sur 23 sont consacrées à la rénovation des infrastructures déjà existantes dans les sites alors que 138 interventions sur 171 à Tillabéri sont des activités de construction de latrines. Les principaux acteurs mentionnés sur les sites évalués sont ACTED, IRC (International Rescue Committee) et World Vision à Tillabéri ainsi que CARE (Cooperative for Assistance and Relief Everywhere) et ACTED à Diffa.

Les gestionnaires enquêtées recommandent toutefois la construction de davantage de latrines, en particulier de latrines blocs et la rénovation des latrines existantes afin de réduire le nombre d'utilisateurs par latrines.

## Éducation

Selon les gestionnaires de service, les écoles accueillent aussi bien les personnes déplacées<sup>4</sup> et des membres des communautés hôtes, sauf dans certains sites où certaines écoles se situent à l'intérieur des sites de déplacés internes. Cela est particulièrement le cas à Diffa, où les sites de déplacés sont beaucoup plus éloignés des localités d'accueil que les sites enquêtés à Tillabéri, par exemple. Concernant les services et infrastructures dans les écoles, 71% ont des dispositifs de lavage de mains, des latrines à bloc et/ou des points d'eau fonctionnels. De plus, 22 % des écoles (9 sur 41 écoles) disposent d'une cantine opérationnelle dont 4 sont à Diffa, 3 à Tahoua et 2 à Tillabéri. Toutefois, aucune école primaire ne dispose de l'électricité au niveau des sites de déplacés et cinq établissements d'enseignement supérieur en disposent. Au cours d'entretiens avec les gestions d'infrastructures scolaires, ceux-ci ont relevé plusieurs barrières d'accès pour les déplacés des sites enquêtés. En effet, 27% des infrastructures d'éducation sont décrites comme difficiles d'accès pour les habitants des sites de déplacés enquêtés, en particulier à Tillabéri (32%) et Tahoua (38%).

<sup>2</sup> Les sites enquêtés à Diffa sont Koulblé Igre, Ari Guiguirdi, Ngagala, Ngortogol, Kablewa et Kindjandi.

<sup>3</sup> REACH (2018), "Enquête sur les aspects de protection transversale liés à l'eau, l'hygiène et l'assainissement (EHA)". [Lien](#)

<sup>4</sup> Personnes déplacées – Personnes déplacées internes, réfugiées, retournées.

De nombreuses écoles sont perçues comme trop éloignées des sites de déplacés et les élèves ont des difficultés à y accéder. D'après l'enquête quantitative menée auprès des ménages déplacés sur les mêmes sites en octobre 2021, la distance a été mentionnée comme une barrière importante, en particulier à Tahoua (22%).<sup>5</sup> De plus, selon l'évaluation multisectorielle des besoins (MSNA) menée en juillet-août 2021, 40% des ménages enquêtés, dans la région de Tahoua, affirment que leurs ménages sont situés entre 30 minutes et une heure de marche jusqu'à l'établissement primaire formel le plus proche.<sup>6,7</sup>

Outre les barrières physiques telles que la distance, le contexte sécuritaire impacte aussi l'accès des personnes déplacées aux infrastructures de bases telles que les écoles primaires. Entre octobre 2021 et janvier 2022, le nombre d'élèves dans les écoles primaires et écoles merdersa a particulièrement baissé sur plusieurs sites, en particulier dans la région de Tillabéri (-15%). La destruction de nombreuses infrastructures scolaires par des groupes armés a pu avoir un impact sur la fréquentation scolaire. En effet, dans la région de Tillabéri, on estime le nombre d'écoles fermées à 579 à la fin de l'année scolaire 2020-2021 avec un total de plus de 53 562 enfants déscolarisés.<sup>8</sup>

Pour pallier à ces problèmes, les informateurs clés enquêtés mentionnent que des organisations étatiques et internationales<sup>9</sup> interviennent auprès des infrastructures scolaires à travers des actions de rénovation et de construction, la distribution de fournitures scolaires et l'organisation de cantine scolaire. Au total, 63% des infrastructures scolaires évaluées ont reçu une assistance humanitaire (53% à Tillabéri, 79% à Diffa, 63% à Tahoua).

Afin d'améliorer l'accès des populations déplacées aux infrastructures scolaires et améliorer les services éducatifs, les gestionnaires d'écoles recommandent la construction de clôtures pour renforcer la sécurité (en particulier à Tillabéri), la rénovation des bâtiments scolaires et des infrastructures EHA ainsi que la création de cantines scolaires.

## Santé

Sur les 15 sites évalués et leurs alentours, cinq principales catégories d'infrastructures de santé sont utilisées par la population déplacée, à savoir le Centre de Santé Intégré (CSI) (12), les cases de santé (3), les cliniques mobiles (3), les hôpitaux (3), et les pharmacies (9). Compte tenu de la proximité des sites de déplacés enquêtés des localités hôtes dans la région de Tillabéri, les populations déplacées vivant sur les sites ont accès à une plus grande diversité de services de santé (hôpital, pharmacie, CSI e.g.). D'autre part, les sites de déplacés enquêtés à Diffa sont plus éloignés des localités hôtes et ont principalement accès à des services de santé de base tels que les cases de santé, les cliniques mobiles, et les CSI.

Sur les 21 infrastructures de santé, 19 disposent des installations EHA fonctionnelles. Toutefois, la présence de ces infrastructures varie d'une région à une autre. En ce qui concerne les services disponibles,<sup>10</sup> seuls la chirurgie et les soins ophtalmologiques ne sont pas disponibles à Tahoua et à Tillabéri. Les centres de santé enquêtés à Tahoua ne disposent pas non plus de centre de traitement VIH.

Concernant l'accès aux services de santé, 27% des infrastructures

évaluées sont perçues comme difficile d'accès pour les résidents des sites, en particulier pour les personnes âgées et les personnes en situation de handicap. Selon les gestionnaires enquêtés, le manque de médicaments, l'absence de personnel et le manque d'équipements ainsi que d'infrastructures sont les principaux obstacles pour l'accès aux soins pour les déplacés internes, mais aussi la population hôte. Au cours de l'enquête de janvier 2022, 30% des infrastructures évaluées ont dû faire face à une pénurie de médicaments au cours des trois derniers mois, dont 80% des infrastructures de santé cartographiées à Tahoua (vs 50% à Diffa et 11% à Tillabéri). De plus, 48% des infrastructures de santé n'ont pas assez de personnels pour répondre à la demande de soins, dont 83% à Diffa (vs 36% à Tillabéri et 25% à Tahoua). En effet, les infrastructures évaluées ont une moyenne de fréquentation plus importante que les capacités d'accueil des infrastructures, en particulier les CSI et les cases de santé.<sup>11</sup> De plus, 58% des CSI évalués ont dû faire face à des pénuries de médicaments et 33% n'ont pas assez de personnels pour répondre à la demande. Selon la MSNA de 2021, les CSI sont toutefois les services de santé les plus utilisés par la population (65% des ménages enquêtés à l'échelle nationale), en particulier par les ménages déplacés internes (69%) et les ménages retournés (77%). En première ligne des services médicaux disponibles auprès des populations déplacées, le manque de médicaments et de personnel peut ainsi impacter négativement la capacité des CSI à fournir les soins nécessaires.

Afin d'améliorer les services médicaux fournis aux populations, les gestionnaires d'infrastructures de santé recommandent le recrutement accru de personnel médical, dont le recrutement de sages-femmes dans les CSI de Tillia Est, Tagalat et d'infirmiers dans le CSI d'Abala.

<sup>5</sup> REACH (décembre 2021), "Présentation des résultats des exercices de cartographie des infrastructures et des enquêtes de vulnérabilité sur les sites de déplacés au Niger". [Lien](#).

<sup>6</sup> REACH (décembre 2021), "Analyse MSNA 2021 – Niger". [Lien](#).

<sup>7</sup> Au Niger, le système éducatif est divisé entre plusieurs structures dont les structures d'éducatifs formelles (base, moyen et supérieur) et les structures non formelles telles que les formations dans les écoles coraniques, centres d'alphabétisation, formation des adultes. Dans le cadre de l'évaluation des besoins multisectoriels de 2021, cet indicateur se concentre uniquement sur l'accès aux centres d'éducation formels, mais permet de donner un premier aperçu des barrières d'accès aux structures d'éducation.

<sup>8</sup> OCHA (janvier 2022), "Plus de 53 000 élèves affectés par l'insécurité dans la région de Tillabéri". [Lien](#).

<sup>9</sup> UNICEF, COOPI, PLAN, HCR, PARCA, Educo, Save the Children, World Vision, IRC, PCCN, ACTED, AFD, Concern, APBE, Qatar Charity et la Banque Mondiale.

<sup>10</sup> Les différents services disponibles répertoriés sont : la consultation médicale, la prise en charge de la malnutrition, la santé mentale, le traitement de VIH, le traitement de diabète, la chirurgie, l'accouchement, les soins d'urgences, le traitement de la diarrhée et du paludisme, le soutien à l'allaitement.

<sup>11</sup> Une fréquentation moyenne de 70 patients pour une capacité moyenne de 30 patients pour les cases de santé au niveau national.

## Marchés

En janvier 2022, 21 marchés ont été cartographiés dont 13 à Diffa, 4 à Tahoua et 4 à Diffa.<sup>12</sup> D'après les responsables de marché, les différents marchés sont fréquentés par les populations hôtes, réfugiées et déplacées internes. Si les jours de marché varient d'un site à l'autre, le temps d'accès aux marchés depuis les sites ciblés change également selon les régions. Si à Tahoua, l'ensemble des marchés cartographiés sont situés à 30 minutes ou moins des sites de déplacés ciblés, 5 marchés sur 13 à Tillabéri sont situés à plus de 30 minutes de marche et 1 marché à Diffa est situé à plus d'une heure.

L'accès aux marchés depuis les sites de déplacés est en effet une problématique qui a été mentionnée par une partie des gestionnaires de marchés. 24% des marchés cartographiés sont ainsi considéré, par les gestionnaires, comme difficile d'accès depuis les sites de déplacés. Les personnes âgées et les personnes en situation de handicap sont des groupes de populations qui ont plus de difficultés à accéder aux marchés. Outre la distance, le prix élevé des produits est aussi perçu comme un obstacle par les gestionnaires de marché à Tahoua et Diffa, ayant mentionné des difficultés d'accès. En effet, une hausse des prix a été constaté sur de nombreux produits essentiels tels que le mil, le sorgho et le maïs, entre octobre 2021 et janvier 2022.<sup>13</sup> De nombreux facteurs tels que la perturbation des circuits d'approvisionnement liés aux récents événements régionaux ainsi que la COVID-19, la baisse de la production agricole au Niger (-36% entre 2020 et 2021) et les conflits armés à la frontière Niger / Nigéria peuvent expliquer la hausse des prix sur les marchés évalués.<sup>14</sup>

Sur les marchés enquêtés, si la disponibilité des produits alimentaires et non alimentaires dépend d'un marché à un autre et d'une région à une autre, certaines tendances ont été constatées lors de la collecte de données. En effet, les gestionnaires des sites enquêtés mentionnent une diminution de la quantité des produits sur les marchés dans la région de Tillabéri (Abala, Ouallam, Todobon), depuis la dernière collecte menée en octobre 2021. Les marchés particulièrement marqués par cette diminution sont les marchés transfrontaliers ainsi que les marchés à bétail. Cette baisse de biens disponibles sur les marchés de la région de Tillabéri peut potentiellement s'expliquer par la fermeture des frontières maliennes, l'augmentation des coûts de transports et la situation sécuritaire dans la région du Liptako-Gourma.<sup>15</sup>

Concernant les interventions humanitaires sur les marchés évalués, les gestionnaires des marchés ont rapporté que 33% des marchés (7 sur 21) ont reçu ou sont en train de recevoir actuellement un soutien de la part d'un acteur de la réponse

humanitaire (3 marchés à Tillabéri, 2 à Tahoua et 2 à Tillabéri). Les principaux d'interventions humanitaires constatés par les gestionnaires sont la rénovation de 11 marchés (4 à Diffa, 2 à Tahoua et 5 à Tillabéri) et la construction de 2 marchés, respectivement un à Diffa et à Tillabéri. De plus, un marché à Diffa a été rénové en réponse à un soutien financier (marché de Ari Guiguidri). Les principaux acteurs humanitaires mentionnés sont ACTED et le CICR à Diffa (rénovation et construction), le PCCN à Tahoua (construction), et le FICOD, Karakara et les institutions étatiques à Tillabéri.

Afin d'améliorer les infrastructures et faciliter l'accès aux marchés, les gestionnaires de marché recommandent une amélioration des infrastructures et services au sein du marché et à proximité (gestion des déchets, installation de tentes / structures contre le soleil, clôtures et latrines publiques).

## Méthodologie

Les données représentées dans ce rapport ont été récoltées auprès d'informateurs clés recommandés par l'intermédiaire du gestionnaire de site. Ainsi, il est possible que certaines infrastructures aient pu être omises au cours de la collecte de données. De plus, certains informateurs clés ayant une connaissance technique des infrastructures n'étaient pas présents au cours de la visite des enquêteurs. Seulement, les coordonnées GPS de ces infrastructures ont été ainsi collectées.

## Limites

Dans de nombreux sites, tous les différents types d'infrastructures n'étaient pas représentés. La fiche présente uniquement des données sur les infrastructures cartographiées sur les sites. Certaines sections de cette fiche ne présentent ainsi pas de données si le type d'infrastructure décrit n'existe pas sur ce site.

<sup>12</sup> Pour rappel, les infrastructures ont été cartographiées si 1) celles existent au sein du périmètre du site de déplacés OU 2) si les gestionnaires de camps mentionnent que les habitants du site utilisent une ou plusieurs infrastructures en dehors du site.

<sup>13</sup> Fews Net (février 2022), "Niger Bulletin des prix". [Lien](#)

<sup>14</sup> Ocha (mars 2022), "Crise alimentaire au Niger : Mobiliser urgemment les ressources conséquentes pour sauver des vies". [Lien](#)

<sup>15</sup> Ibid.